



Bassin méditerranéen et réseau de villes

Claude Lacour*

Le monde méditerranéen a été appelé par certains « le monde sans campagne »; non pas que l'activité agricole soit faible, au contraire; mais les conditions mêmes de l'activité agricole n'ont pas permis, comme ailleurs, la constitution d'une paysannerie répartie et isolée à l'abri de ses fermes ou de ses petits hameaux. Elles ont nécessité, à l'inverse, un regroupement des populations dans de gros villages de plusieurs milliers d'habitants; l'agriculture a même été, parfois, le principal support économique d'authentiques villes, profondément enracinées dans leur terroir.

Cet ensemble de villes et de villages relativement proches de la côte sans appartenir au littoral a toujours été en conflit avec un autre ensemble de villes, les villes portuaires, dans une relation de domination tantôt à l'avantage des premières lors de la constitution des grands empires, tantôt, au contraire, à l'avantage des secondes dans les périodes plus mouvantes de transition - parfois très longues - entre deux ordres socio-politiques bien établis.

Les villes portuaires se sont presque toutes constituées et développées à partir de la mer dans des sites bien protégés d'éventuelles menaces venues de l'intérieur des terres. Elles sont le fruit, de tout temps, aussi bien sous Alexandre qu'au XIX^e siècle, de colonisations successives. Tout havre de pirates, tout abri de pêcheurs n'a survécu qu'en devenant point d'appui militaire assurant simultanément l'ordre intérieur et extérieur quel que soit le qualificatif de cet ordre : marchand, impérial, militaire, religieux...

L'histoire des villes portuaires est l'histoire du jeu sans cesse renouvelé des alliances entre villes portuaires contre

la domination de l'intérieur puis des luttes entre villes elles-mêmes. C'est dire le brassage continu des populations à l'origine d'un mode de vie caractéristique, sans que pour autant les spécificités propres à chaque communauté aient été gommées, effacées; et c'est bien là un caractère déterminant d'une civilisation urbaine.

Cette tradition de vie urbaine s'est constituée sur les bords de la Méditerranée dès la haute antiquité avec le commerce maritime; elle s'est renforcée et elle a résisté, au cours des siècles, à travers de nombreuses vicissitudes; les quelques données (1) ci-dessous le rappellent :

- En l'an 1000, la rive Nord du Bassin comptait déjà 28 villes dépassant les 10.000 habitants et 1 ville de plus de 100.000 habitants (Constantinople); la rive Sud, 8 villes dépassant les 20.000 habitants, 1 ville de plus de 100.000 habitants (Le Caire). Il y avait alors dans le monde 19 villes de plus de 100.000 habitants.

- En l'an 1400, la rive Nord comptait 14 villes de plus de 10.000 habitants, 3 villes de plus de 50.000 habitants et 2 villes de plus de 100.000 (Gênes et Venise). La rive Sud, 11 villes de plus de 20.000 habitants et 1 ville de plus de 100.000 habitants (Le Caire). On trouve dans le monde 23 villes de plus de 100.000 habitants.

- En l'an 1800, la rive Nord a déjà 3 villes de plus de 50.000 habitants et surtout 12 villes de plus de 100.000 habitants. La rive Sud, 5 villes de plus de 20.000, 3 villes de plus de 50.000 et 2 villes de plus de 100.000 habitants (Le Caire et Tunis). Dans le monde, il y a alors 66 villes de plus de 100.000 habitants.

Et pourtant de quels bouleversements ces villes n'ont-elles pas été le témoin, parfois l'agent moteur, plus souvent le

*Le Caire : 100.000 h.
en l'an 1000,
8 millions en 1976.*

sujet. En réalité, on ne peut saisir la place et le rôle des villes méditerranéennes qu'en les restituant dans un contexte socio-politique et économique : chaque période historique est caractérisée par un certain ordre socio-politique auquel correspond une organisation du travail (division technique et sociale) qui prend appui sur un maillage urbain, articulation complexe de villes jouant des rôles partiellement différents.

C'est ainsi que des villes ont émergé, se sont renforcées, ont décliné. Certaines ont pratiquement disparu (Tinnis) ou du moins ne jouent plus actuellement qu'un rôle de petite bourgade (Kairouan) (2). D'autres au contraire ont réémergé, souvent dans un cadre politique nouveau, en général la constitution d'un État (précédée parfois d'une période de colonisation) dont elles deviennent le port principal ou la capitale : Damas, Smyrne (Izmir), ou Alexandrie en sont des exemples. En concrétisant la victoire économique de la Grande-Bretagne et la restauration, dans les pays d'Europe du Sud, d'un ordre social dépassé, les traités de 1815 créent un nouvel équilibre, sous la domination de l'Europe du Nord, dans le cadre duquel va se déployer la révolution mécanicienne; les villes du Nord de l'Europe sont alors le lieu d'un fantas-

(1) Chandler et Fox, « 3000 ans de croissance urbaine. »

(2) Il faut toutefois relever la très grande permanence de l'occupation des sites dans cette partie du globe, à l'opposé de ce qui s'est produit dans d'autres parties du monde où de très grandes villes ont complètement disparu.

* Directeur de « Prospective et Aménagement » Paris.



tique développement, à tout le moins d'une si grande et nouvelle concentration urbaine qu'elle en induira un nouvel ordre urbain et même une nouvelle civilisation urbaine.

Reflet d'un ordre colonial

De ce moment, les villes méditerranéennes sont exclues, encore que les trois ports d'Europe du Sud, Barcelone, Gênes et Marseille parviennent à restaurer leurs anciens rôles, les deux premiers en s'appuyant sur un arrière-pays s'industrialisant, le troisième comme point d'articulation de la métropole avec l'empire colonial en constitution. Les villes du Sud (qui ont, dans l'ensemble, régressé depuis quelques siècles) ne sont plus d'abord que des postes militaires assurant la sécurité des lignes maritimes, puis les points d'ancrage naturel d'un ordre colonial, exutoire des tensions nationalistes qui s'exacerbent en Europe.

La première moitié du xx^e siècle voit se modifier le « déséquilibre » méditerranéen : les pays européens traversent une période de concentration très forte avec constitution de grands groupes provoquant simultanément une centralisation sur quelques grandes villes et tout particulièrement sur les capitales; corrélativement s'amorce ou s'accroît le déclin des bourgeoisies urbaines traditionnelles. Parallèlement naissent et se développent dans les villes de la rive Sud, en croissance démographique forte, mais sous industrialisées, les forces autonomistes qui prendront définitivement leur indépendance politique après la seconde guerre mondiale.

L'ordre socio-politique qui alors s'instaure, et à l'abri duquel se constituent et s'autonomisent de multiples nationa-

lismes, le vaste mouvement d'internationalisation de l'économie qui lui est dialectiquement associé (éclatement géographique de la production, firmes multinationales, division internationale du travail, ...) suscitent une nouvelle transformation du réseau mondial - et donc méditerranéen - des grandes villes : ils appellent en effet et nécessitent un réseau de villes capables de faciliter ce mouvement économique, capables aussi de conforter l'ordre politique. Et, cet ensemble de villes méditerranéennes, multiformes et aux liens encore très distendus, composé de capitales nationales et de grandes villes internationales se retrouve une nouvelle fois, dans le cadre d'un ordre socio-politique en pleine évolution, comme acteur principal de cette éventuelle transformation.

Il y a certes une grande simplification à parler d'une ville comme d'un acteur unique. En réalité chacune de ces villes est lieu de conflits entre des groupes de pouvoir dont les stratégies (d'organisation du pays, de relation avec les villes et pays étrangers, et même d'urbanisation) sont différentes et partiellement contradictoires. Mais nous voulons souligner que ces grandes villes expriment le jeu combiné de ces stratégies; qu'elles sont ainsi interrelation dynamique entre modalités du développement économique du pays, insertion dans l'ordre politique mondial, conception d'un « modèle culturel spécifique » et organisation de l'espace urbain lui-même.

Ces villes méditerranéennes qui appartiennent à des ensembles nationaux, eux-mêmes liés parfois à des ensembles supranationaux, sont capables, ou du moins susceptibles de se forger, pour partie, des avenir communs; elles dépendent

*Ordre marchand :
Gênes et Venise se sont disputé
la méditerranée (Carte de 1568).*

certes, sur la rive Nord, de politiques nationales dont la maîtrise leur échappe en grande partie; elles commencent seulement sur la rive Sud, à disposer de ressources industrielles et techniques dont certaines d'ailleurs sont dépendantes de grandes firmes extérieures; elles n'en constituent pas moins un ensemble urbain méditerranéen en réémergence à condition que se nouent et se renouent les liens qui permettront de traiter ensemble, et dans le respect des spécificités, les multiples perturbations qui agissent et divisent le Bassin méditerranéen.

La période qui s'achève dominée par la bi-polarisation a été marquée par la montée des nationalismes dans les pays du Tiers Monde et le développement de l'internationalisation de l'économie dans les pays développés. La période qui commence pourrait être marquée, dans le cadre d'un ordre socio-politique mondial relativement instable, par le double mouvement antagoniste de la mondialisation de l'économie et du « supra-nationalisme ». Nul doute que le Bassin méditerranéen constituera un des lieux privilégiés du déploiement de ces forces tant l'enjeu y est important.

Le réseau urbain méditerranéen se trouve placé, une nouvelle fois, au cœur des mutations du monde moderne; cela veut dire aussi au cœur des tensions et des affrontements. Il peut y succomber. Il faut espérer qu'il y trouvera raison et dynamisme d'un renouvellement.